

Crise des institutions et mutations de l'autorité à l'école et dans l'éducation

Jean-Louis Barbon

En 2012 paraissait « *la fabrique de la défiance* »¹. Les auteurs, économistes au CEPREMAP², mettaient en évidence un certain nombre de dysfonctionnement de notre société pour en pointer les conséquences sur la qualité des relations entre les citoyens et les représentants des institutions, ainsi que sur notre capacité collective à prendre en compte les enjeux socio-économiques.

Cet ouvrage, grand public, reprenait les informations d'un ouvrage précédent « *la société de défiance – Comment le modèle social français s'autodétruit* » qui comparait les attitudes sociales dans une trentaine de pays, en analysant tout un ensemble d'études conduites depuis les années 1950, sur leur impact socio-économique et sur notre aptitude à vivre ensemble.

Ainsi significativement la France se trouve dans le peloton de tête des pays comportant la plus importante proportion de personnes estimant que « *pour arriver au sommet, il est nécessaire d'être corrompu* », et n'ayant « *aucune confiance dans la justice* », « *dans le parlement* » ou « *les syndicats* ».³

A l'inverse, notre pays compte parmi ceux qui ont les plus faibles part de personnes estimant qu'« *il est possible de faire confiance aux autres* » ou qui trouvent injustifiable de « *réclamer indûment des aides publiques* » ou « *d'acheter un bien dont on sait qu'il a été volé* »⁴.

Très significativement, dès l'introduction de « *la fabrique de la défiance* », les auteurs pointent le rôle de l'école comme modèle initial de fabrication et d'expérimentation de rapports sociaux inégalitaires façonnant une relation viciée à nos contemporains et aux institutions, donc à l'autorité de leurs représentants. En miroir, la conclusion de l'ouvrage, souhaitant ouvrir des pistes d'amélioration, appelle de ses vœux une réforme de l'école dont on retrouve aujourd'hui les termes concernant l'allègement des disciplines, les « *méthodes horizontales d'apprentissage* », la révision des méthodes d'évaluation...

Prudents, ou réalistes, les auteurs notaient que « *l'horizon de cette réforme est forcément lointain, car il faudra obtenir le consensus de tous les acteurs.* »⁵

¹ « La fabrique de la défiance... et comment s'en sortir » – Yann Algan, Pierre Cahuc, André Zylberberg – Albin Michel Éditions 2012

² Le CEPREMAP ou Centre Pour la Recherche EconoMique et ses APplications est un laboratoire de recherche en science économique qui a pour vocation de faire l'interface entre le monde académique et les administrations.
<http://www.cepremap.fr/>

³ La société de défiance pp. 10-27 –Source World Value Survey 1990-2000.

⁴ Idem

⁵ P.178

L'appel à contribution pour cette livraison d'Educatio faisait écho, sans le vouloir, à ce constat, qui force peut-être un peu le trait, établi voici une dizaine d'années, à partir de données plus anciennes, compilées et analysées. La question qui peut se poser est celle du caractère durable, ou structurel, de cette situation tant les termes en sont proches et tant les manifestations de cette crise semblent avoir gagné en intensité et en généralité. En effet, les réseaux sociaux offrent une formidable caisse de résonance à des interrogations ou propositions, souvent légitimes ou intéressantes, mais aussi, le cas échéant, contestables ou fausses. Appuyées sur une seule personne, ou une seule source, ces propositions tirent leur légitimité de leur affirmation et de leur diffusion. Le partage et la vérification d'informations, la discussion, ne font plus vraiment spontanément autorité, ni ceux qui les promeuvent, bousculés par les opinions proclamées. Cette mise en cause de l'autorité verticale est encore accentuée par la survalorisation du débat, qui est souvent un combat qu'il s'agit, habilement, de gagner, au détriment du partage qui permet d'interroger ses convictions. Ainsi se trouvent confortées des positions individuelles, consolidées par les réseaux sociaux qui fournissent toutes les confirmations souhaitées, en évitant les informations non conformes aux dites positions.

L'affaiblissement de la dimension collective, ou communautaire, de la formation des opinions ou de la légitimation des règles est accentué par la tendance de l'école en France à donner la quasi-totalité de la place à sa fonction, essentielle bien sûr, d'enseignement, et en ayant du mal à assurer une fonction transmissive concernant non seulement le « vivre ensemble » -ambition minimum fondée sur la tolérance mutuelle – mais aussi un « art de vivre ensemble » fondé sur un apprentissage résolu de l'écoute et du partage.

En effet, la mise en question de l'autorité verticale traditionnelle, nonobstant les difficultés qu'elle provoque, ouvre un espace horizontal qu'il faut apprendre à maîtriser. C'est sans doute là une mission essentielle de l'école, premier espace de socialisation (non familial) dont il faut concevoir et expérimenter des modes de fonctionnement prenant en compte les mutations de l'autorité, et les promouvoir.

Pour lutter contre une société de défiance, il faut expérimenter une société de confiance, et si l'école ne peut pas tout, elle peut néanmoins jouer ses cartes. Cette livraison d'Educatio entend, à sa modeste place, apporter sa contribution.

Dominique Vermersch, nous introduit, avec sa contribution « *Autorité éducative, autorité prodigue* » à une réflexion de fond sur les mutations contemporaines de l'autorité et sur les postures de l'éducateur, en nous proposant in fine une « figure libre » sur l'exercice de l'autorité à partir de la parabole du fils prodigue de l'Évangile (Lc 15, 11-32).

Bernard Senelle (O.P), « *Une autorité fragile au service de la cohésion* », à partir de l'expérience de l'Ordre Dominicain, pointe le caractère fragile de l'autorité et s'attache à en préciser les conditions d'un bon exercice de celle-ci.

Jean-Yves Séradin, « *Autorité ou autorités ? Suggestions certaliennes* », invite Michel de Certeau dans notre revue. Distinguant autorité et pouvoir, il nous introduit à une autorité pensée au pluriel.

Par ailleurs, cette belle réflexion initiale sur la pédagogie comme art de vivre les frontières, fait écho à l'article exigeant de Thierry le Goaziou sur la liminalité (Educatio n°9).

Francis Marfoggia « *Crise de l'autorité : offensive des têtes bien pleines ou résistance des têtes bien faites ?* » met en évidence l'impact des fractures sociales contemporaines dans les mutations de l'autorité, en nous invitant à ne pas perdre de vue la prise en compte des besoins fondamentaux de nos contemporains

Ces réflexions servent de support à la présentation de pistes d'action ou d'initiatives concrètes :

Philippe Franceschetti « Des « leaders populaires » contre la crise de l'autorité. Un défi éducatif du pape François »

La présentation de cet aspect peu connu de la pensée du Pape François fournit un prolongement constructif à la contribution de Francis Marfoggia, en mettant l'accent sur la nécessité de recruter et former des cadres sociaux dans les différentes couches de la société.

Geoffrey Legrand, « Participation aux marches pour le climat en Belgique. Une illustration de la migration de l'autorité chez les jeunes », nous offre un bel exemple d'occupation de cette horizontalité révélée par l'affaiblissement de l'autorité verticale. Un exemple intéressant aussi pour montrer comment les responsables éducatifs et hiérarchiques peuvent penser leur positionnement par rapport aux initiatives de la jeunesse.

François Galichet « Les élèves parties prenantes de l'école - Citoyenneté et participation dans la vie scolaire et les apprentissages ». Des réponses concrètes sont possibles pour mettre en œuvre une éducation à la solidarité et au partage, et, ainsi, poser à nouveaux frais la question de l'autorité. Comment l'école peut-elle devenir un « milieu éducatif ? »

N'oublions pas d'autres articles ou dossiers pouvant nourrir notre réflexion :

Baptiste Jacomino, dans « Pédagogie mariale », nous propose un renversement pédagogique salutaire permettant de rompre avec un fantasme de toute puissance pédagogique et de demeurer disponible à l'inattendu.

Dossier : « Abus d'autorité et corruption : Les difficultés d'accès aux services éducatifs et autres services de base en Afrique – Etude comparative »

Quentin Wodon et Ada Nayihouba, économiste et consultant à la Banque Mondiale, nous partagent un important dossier mettant en évidence, dans le cas particulier de l'Afrique, les liens entre les conditions socio-politiques, incluant l'exercice de l'autorité, et la possibilité d'accéder aux services éducatifs.

Enfin, une interview de Son Excellence Monseigneur Zani, Secrétaire de la Congrégation pour l'Éducation catholique, remet opportunément en perspective « Le pacte éducatif mondial » proposé par le Pape François.

Pour citer cet article

Référence électronique

Jean-Louis Barbon, « Crise des institutions et mutations de l'autorité à l'école et dans l'éducation », *Educatio* [En ligne], 12 | 2022. URL : <http://revue-educatio.eu>

Droits d'auteurs

Tous droits réservés